

COMMUNIQUÉ

Le 4 mars 2025

Résolument en faveur de la C.-B. : un budget prêt à défendre les intérêts des Britanno-Colombiens

VICTORIA – Le gouvernement provincial a publié son *Budget 2025 : Résolument en faveur de la Colombie-Britannique*, un plan mesuré pour protéger les emplois et les services publics sur lesquels comptent les gens tout en préparant l'économie britanno-colombienne à résister aux répercussions imprévisibles des éventuels tarifs douaniers injustifiés.

« Compte tenu de l'avenir incertain, la prudence impose de protéger l'essentiel et de se préparer à toutes les éventualités en investissant dans notre plus grande ressource – les gens de la Colombie-Britannique, déclare la ministre des Finances, Brenda Bailey. Alors que notre économie est déjà relativement bien positionnée pour résister à la menace tarifaire du président américain Donald Trump par rapport à la plupart des autres provinces, l'impact se ferait encore trop sentir. Notre budget nous prépare à naviguer avec précaution dans ces eaux inconnues afin de pouvoir placer les citoyens au centre de nos préoccupations et soutenir les entreprises en construisant un avenir plus fort et moins dépendant des autres. »

Le budget 2025 gère les finances de la Colombie-Britannique et investit dans des services publics essentiels pour répondre à une demande croissante. Il prévoit 9,9 milliards \$ de plus en fonds de fonctionnement sur trois ans, dont 7,7 milliards \$ en nouveaux fonds pour la santé, l'éducation et les services sociaux. Le budget prévoit aussi 4 milliards \$ en provisions pour imprévus par année afin de pouvoir absorber certains coûts imprévisibles, notamment un nouveau mandat de négociation collective, des pressions sur les services essentiels et des besoins émergents comme les éventuelles mesures prises en réponse aux tarifs qui se profilent à l'horizon.

Le budget prévoit 4,2 milliards \$ pour répondre à la demande croissante de services de santé, améliorer l'accès aux soins primaires, continuer l'embauche de personnels de santé, réduire les temps d'attente aux urgences et à l'hôpital et assurer l'entrée en service et le fonctionnement de nouveaux hôpitaux et d'infrastructures modernisées. Il prévoit aussi des fonds pour financer les programmes de traitement et de rétablissement des dépendances.

Pour répondre aux besoins de services de santé dans toutes les régions de la province, le budget prévoit 15,5 milliards \$ en fonds d'immobilisations sur la durée du plan financier pour construire et moderniser des hôpitaux, des foyers de soins de longue durée et des centres de lutte contre le cancer.

Le budget 2025 prévoit 370 millions \$ sur trois ans pour soutenir les élèves de la maternelle à la 12^e année. Ces fonds serviront à embaucher du personnel enseignant, des orthopédagogues, des psychopédagogues et des conseillers. De plus, le budget investit 4,6 milliards \$ sur la durée du plan financier en fonds d'immobilisations pour la construction et la modernisation d'écoles.

Il augmente le financement pour les services aux enfants et aux jeunes ayant besoin d'adaptations, les enfants et les jeunes pris en charge et les adultes ayant des déficiences développementales.

« Par ces temps d'incertitude, nous serons là pour les Britanno-Colombiens. Nous continuons à investir dans les services sur lesquels comptent les gens pour prendre soin de leur famille, recevoir les soins dont ils ont besoin au moment où ils en ont besoin, et assurer un avenir prometteur pour tous les habitants de la province, souligne la ministre Bailey. Le gouvernement entend développer une économie qui crée la richesse nécessaire pour générer plus d'emplois mieux payés et protéger nos services publics contre la menace de tarifs injustifiés. »

Construire une économie plus forte et plus diversifiée contribue à protéger les gens contre l'instabilité en dehors des frontières de la Colombie-Britannique, avec des investissements qui apporteront à la province des emplois bien payés dans des industries durables.

Le budget 2025 investit 30 millions \$ sur trois ans pour stimuler les emplois de grande qualité par l'action de l'Integrated Marketplace Initiative en vue d'accélérer l'innovation en Colombie-Britannique et augmente les crédits d'impôt pour le secteur de la production cinématographique et celui des médias numériques interactifs et des jeux vidéo de la province.

Il alloue 95 millions \$ sur trois ans à l'entretien essentiel des routes et des ponts pour faciliter la circulation des personnes et des marchandises en toute sécurité dans toute la province, et encore 47 millions \$ sur la durée du plan financier pour financer des réseaux de BC Transit hors du Lower Mainland.

Des fonds d'immobilisations de 15,9 milliards \$ sur trois ans permettront de financer des améliorations des transports en commun, de l'infrastructure et de la voirie en vue de relier les collectivités partout dans la province.

Des investissements en capital de 45,9 milliards \$ sur la durée du plan financier sont prévus financer, directement et indirectement, 180 000 emplois bien payés sur trois ans.

Les gens sont toujours confrontés au problème du coût de la vie, surtout lorsqu'il s'agit de trouver un logement abordable. Le budget 2025 octroie un montant supplémentaire de 318 millions \$ sur trois ans à BC Builds en exécution du but de la province de faire construire des milliers de logements locatifs de plus pour les revenus moyens.

Le gouvernement provincial garde les yeux rivés sur l'objectif de faire en sorte que ce soient les gens de la province, et non les spéculateurs, qui puissent profiter des logements abordables. À cette fin, il augmente la taxe sur la spéculation et les logements vacants à 3 % pour les propriétaires étrangers et ceux dont les revenus sont imposés pour la plupart ailleurs qu'au Canada, et à 1 % pour les citoyens et les résidents permanents du Canada.

Le nombre de familles de travailleurs à revenus modiques recevant de l'aide pour payer leur loyer mensuel sera presque doublé grâce à un financement supplémentaire de 375 millions \$ sur trois ans pour les programmes d'aide au loyer.

Cela porte l'allocation moyenne des familles bénéficiant du programme RAP de 400 \$ à 700 \$ par mois. Quant au programme SAFER, 1600 personnes âgées de plus recevront une aide au loyer, l'allocation moyenne augmentant de 30 %. C'est la deuxième augmentation des allocations SAFER en un an.

Grâce à un rendement des capitaux engagés plus grand que prévu, ICBC peut offrir, cette année encore, un rabais de 110 \$ pour réduire les coûts des particuliers et des entreprises dans un climat économique incertain.

La province investit 325 millions \$ sur trois ans dans la sécurité publique.

Ce montant comprend 235 millions \$ dans le système de justice et les programmes de sécurité publique. Il s'agit notamment d'assurer l'accès plus rapide des gens au système de justice, un nouveau programme de lutte contre le vandalisme et les autres infractions contre les biens, un financement accru pour les services de police et plus de places pour former des policiers.

Le budget 2025 prévoit un investissement supplémentaire dans l'expansion des programmes HEART et HEARTH, ce qui permettra d'aider davantage de personnes vivant dans la rue à avoir accès à un logement et à de meilleurs services d'aide. Ainsi, la province pourra collaborer avec les collectivités pour fermer les campements après avoir aidé à loger les occupants.

« Nous ne pouvons pas confier notre avenir aux caprices de forces imprévisibles au-delà de nos frontières, affirme Brenda Bailey. C'est notre occasion de venir au secours des familles, des travailleurs et des collectivités de la Colombie-Britannique afin de construire une économie stable et durable pour les années à venir. »

Le budget 2025 prévoit un déficit en déclin : de 10,9 milliards \$ en 2025-2026, il reculerait à 10,2 milliards \$ en 2026-2027, puis à 9,9 milliards \$ en 2027-2028.

Six documents d'information suivent.

Plus d'informations

Budget et plan financier 2025 : <https://www.bcbudget.gov.bc.ca/>

Renseignements

Ministère des Finances
Relations avec les médias
236 969-0744

DOCUMENT D'INFORMATION

Défense de la Colombie-Britannique contre les répercussions des tarifs américains

Le budget 2025 a été créé à un moment économique incertain, alors que la Colombie-Britannique est confrontée à des menaces tarifaires de la part des États-Unis.

L'incertitude rend les prévisions difficiles : la Province ne connaît ni la portée exacte des tarifs ni les mesures qui seraient nécessaires pour aider les gens et les entreprises. La Province se tient prête à répondre à n'importe quel scénario, à défendre les Britanno-Colombiens contre ces menaces, et à protéger les emplois et les services sur lesquels comptent les gens.

Les relations commerciales diversifiées de la Colombie-Britannique lui ont permis de réduire sa dépendance à l'égard des États-Unis. La part des États-Unis comme destinataire de ses exportations a chuté de 65,8 % en 2000 à 52,8 % en 2024. En même temps, la Colombie-Britannique a élargi ses exportations vers certains marchés asiatiques clés, notamment la Chine et la Corée du Sud.

En comparaison, environ 88 % des marchandises exportées par l'Alberta et en moyenne 76,1 % des marchandises exportées par l'Ontario et le Québec en 2024 sont parties aux États-Unis. La Colombie-Britannique se trouve donc dans une situation relativement favorable par rapport aux autres provinces lorsqu'il s'agit d'atténuer les répercussions des tarifs douaniers américains. Cependant, les implications de tels tarifs seraient quand même considérables.

Certains secteurs sont plus dépendants des États-Unis pour leurs exportations. Par exemple, en 2024, la Colombie-Britannique a exporté aux États-Unis l'ensemble de son gaz naturel et de son énergie électrique et 74,8 % de son bois d'œuvre résineux.

Quant aux importations, les États-Unis sont responsables de 34,5 % des marchandises importées en Colombie-Britannique. Il s'agit notamment de machines et de matériel, de produits agricoles et alimentaires et de produits énergétiques.

Le ministère des Finances s'est préparé de son mieux en établissant une fourchette de répercussions possibles à partir des informations disponibles qui ne cessent d'évoluer.

Une première évaluation publiée le 16 janvier 2025 supposait un tarif douanier de 25 % sur tous les produits en provenance du Canada et du Mexique, et des mesures de rétorsion canadiennes de 25 % sur tous les produits en provenance des États-Unis.

Le ministère a ensuite actualisé son évaluation en se fondant sur les prévisions économiques et financières du budget 2025 et sur des informations tarifaires plus récentes allant jusqu'au 4 février 2025. Ce nouveau scénario suppose des droits de douane de 10 % sur les produits énergétiques canadiens et de 25 % sur tous les autres produits en provenance du Canada et du Mexique, ainsi que des mesures de rétorsion partielles de la part du Canada, avec des contre-tarifs de 25 % sur moins de la moitié des produits importés des États-Unis.

Ce scénario suppose également que le gouvernement fédéral apportera, comme il l'a indiqué, le soutien nécessaire aux ménages et aux entreprises et que la Banque du Canada abaissera les taux d'intérêt.

Ce scénario ponctuel prévoit les impacts potentiels suivants des tarifs américains sur l'économie et les finances de la Colombie-Britannique :

- diminution cumulative du PIB réel de 43 milliards \$ d'ici 2029 ;
- 45 000 emplois de moins d'ici 2029 ;
- augmentation du taux de chômage à 6,4 % en 2025 et à 6,7 % en 2026 ;
- baisse annuelle de 3,2 à 5 milliards \$ des bénéfices des sociétés ;
- jusqu'à 1,4 milliard \$ de recettes en moins par an.

Les résultats du scénario exposé dans le budget 2025 sont moins graves que ceux de celui du 16 janvier, en partie parce que les hypothèses tarifaires sont moins élevées, et aussi parce que le scénario de base du budget incorpore d'autres changements économiques qui se sont manifestés après le point sur la situation économique et financière de l'automne 2024. Toutefois, tous ces changements pris ensemble pourraient entraîner des pertes de recettes provinciales de 1,7 à 3,4 milliards \$ par an si les barrières tarifaires entrent en vigueur. C'est plus que les budgets de la plupart des ministères de la Province, sauf ceux de la santé, de l'éducation et des services sociaux.

L'impact des tarifs pourra être plus fort que prévu selon les politiques adoptées, si le soutien fédéral est moins important que prévu, si le Canada intensifie les mesures de rétorsion, ou si les tarifs américains sont cumulés et par conséquent plus importants.

La Colombie-Britannique se tient prête à réagir à n'importe quel scénario par une intervention à trois volets, à savoir :

1. en renforçant l'économie britanno-colombienne, notamment en accélérant la mise en œuvre des projets et en appuyant le secteur privé et les travailleurs ;
2. en diversifiant les marchés de ses produits afin d'être moins dépendante des marchés et des consommateurs américains ;
3. en répondant aux tarifs douaniers américains par des contre-mesures sévères et des démarches auprès des décideurs américains.

Dans le cadre de sa réponse, la Province rationalise l'examen et l'octroi de permis pour les grands projets de ressources naturelles qui sont prêts à aller de l'avant. Ces projets sont estimés à 20 milliards \$ et devraient créer environ 8 000 emplois.

La Province rassemble une large coalition d'alliés pour renforcer l'économie de la Colombie-Britannique, diversifier ses marchés et réagir dans le cadre d'Équipe Canada, y compris en créant un groupe de travail sur le commerce et la sécurité économique où sont représentés le secteur privé, les syndicats et la population autochtone.

Un nouveau groupe de travail du premier ministre sur l'économie agricole et agroalimentaire travaille sur des solutions à court et à long terme pour aider les agriculteurs à trouver de nouveaux marchés face à l'incertitude tarifaire et les Britanno-Colombiens à avoir un accès fiable à des aliments abordables et nutritifs.

La Colombie-Britannique adopte une approche pangouvernementale pour défendre les travailleurs, les entreprises et l'économie de la province et protéger les services sur lesquels compte la population.

Renseignements

Ministère des Finances
Relations avec les médias
236 969-0744

DOCUMENT D'INFORMATION

Un système de santé solide, des services sur lesquels les gens peuvent compter

Dans un climat économique incertain, il est plus important que jamais de protéger les services sur lesquels comptent les gens. Le budget 2025 investit 7,7 milliards \$ sur trois ans dans les soins de santé, l'éducation et les services sociaux.

Soins de santé

Le budget 2025 prévoit 4,2 milliards \$ sur trois ans pour augmenter les capacités du système de santé, améliorer les résultats cliniques et répondre à une demande de services croissante. Cela inclut 443 millions \$ pour financer la stratégie de soins primaires et plus de 870 millions \$ pour financer la mise en service et le fonctionnement de nouvelles infrastructures, parmi lesquelles le nouvel hôpital St. Paul's de Vancouver, le réaménagement du Royal Columbian à New Westminster, le remplacement du Mills Memorial à Terrace et les mises à niveau de l'hôpital Royal Inland à Kamloops.

Compte tenu de la croissance et du vieillissement démographiques, il faut des infrastructures pour répondre à des besoins de services de santé qui ne cessent de croître. Le budget 2025 prévoit des investissements en capital de 15,5 milliards \$ sur trois ans pour l'aménagement et la modernisation d'infrastructures de soins actifs, de soins de longue durée et de soins oncologiques aux quatre coins de la province. Parmi les grands projets, citons la construction d'une nouvelle tour de soins actifs à l'Hôpital universitaire du Nord de la Colombie-Britannique ; du nouvel hôpital et centre oncologique de Surrey et des nouvelles infrastructures à Surrey Memorial ; de nouveaux établissements de soins de longue durée mis en chantier à Chilliwack, à Kelowna et à Squamish ; et des centres oncologiques à Nanaimo et à Kamloops.

Santé mentale et dépendances

Le gouvernement a réalisé des investissements importants pour renforcer les services en santé mentale et dépendances partout en Colombie-Britannique. Le budget 2025 prévoit 500 millions \$ supplémentaires sur trois ans pour des programmes de traitement et de rétablissement de la dépendance déjà en cours. Parmi eux, mentionnons les programmes Road to Recovery et Foundry, les soins en milieu surveillé, les services à l'enfance et à la jeunesse et les services de traitement, de rétablissement et de suivi gérés par les Autochtones.

Éducation de la maternelle à la 12^e année

Le budget 2025 prévoit 370 millions \$ sur trois ans pour apporter aux enfants et aux jeunes le milieu d'apprentissage inclusif et adapté dont ils ont besoin. Il s'agit notamment d'embaucher plus d'enseignants et, par l'intermédiaire du fonds d'enrichissement des salles de classe (Classroom Enhancement Fund), plus d'orthopédagogues, de psychopédagogues et de conseillers pour accompagner le nombre croissant d'enfants ayant des incapacités ou des capacités différentes. Le budget 2025 prévoit par ailleurs 17 millions \$ pour financer la réciprocité des droits de scolarité pour les élèves fréquentant des écoles autochtones.

Un montant de 4,6 milliards \$ sur trois ans financera des investissements en capital dans la construction, la rénovation et la mise à niveau parasismique des écoles. Parmi les grands projets,

citons 392 millions \$ investis dans des bâtiments préfabriqués qui créeront 6485 nouvelles places dans 16 conseils scolaires ; 203 millions \$ pour la nouvelle école secondaire Smith de Langley, qui pourra accueillir 1900 élèves ; et 151 millions \$ pour la nouvelle école élémentaire Olympic Village à Vancouver, qui pourra en accueillir 630.

Préservation et revitalisation des langues des Premières Nations

Le budget 2025 alloue 45 millions \$ en nouveaux fonds sur trois ans au First Peoples' Cultural Council, près du double des investissements annuels passés de la Province dans des programmes dirigés par les Premières Nations. Sur ce montant, 36 millions \$ seront investis dans des initiatives essentielles à la préservation et la revitalisation des langues pour répondre à la demande croissante d'enseignement des langues autochtones et financer les études et les postes de locuteurs experts, surtout des Aînés et des femmes autochtones.

Études et formations professionnelles postsecondaires

Dans le cadre des budgets précédents, la Colombie-Britannique a consacré plus de 700 millions \$ sur trois ans dans le plan d'action Future Ready de StrongerBC en vue d'améliorer l'accès aux études postsecondaires qui préparent les gens aux emplois de demain tout en aidant à combler le déficit de compétences auquel se heurtent les employeurs.

Le budget 2025 maintient l'investissement dans la stratégie de développement des personnels de santé de la province (Health Human Resources Strategy). Au cours des deux premières années, ces investissements ont permis de créer des centaines de places dans des programmes de formation, notamment 40 nouvelles places dans des programmes de premier cycle en médecine, 162 nouvelles résidences et 65 nouvelles places dans les programmes de pratique infirmière. Le reste des fonds sera investi pour former encore plus de professionnels de santé en vue de répondre aux besoins des familles britanno-colombiennes.

Le budget 2025 prévoit 4,7 milliards \$ pour des dépenses en immobilisations sur la durée du plan financier au titre des établissements d'enseignement postsecondaire. Parmi les grands projets, citons 315 millions \$ pour la construction du centre de l'énergie propre et de l'innovation automobile (Centre for Clean Energy and Automotive Innovation) du Vancouver Community College ; 108 millions \$ dans le campus du centre de formation West Shore (West Shore Learning Center Campus) de l'Université Royal Roads à Langford ; 57 millions \$ dans le Centre for Food, Wine and Tourism de l'Okanagan College à Kelowna ; et 34 millions \$ dans un espace temporaire pour la nouvelle faculté de médecine de l'Université Simon Fraser à Surrey.

Enfants et jeunes pris en charge ou bénéficiant d'une protection de remplacement

Le budget 2025 prévoit 821 millions \$ sur trois ans pour subvenir aux besoins des enfants pris en charge par le gouvernement ou élevés ailleurs que dans leur famille – par exemple, par un membre de la famille ou une autre personne avec laquelle ils ont une relation établie ou un lien culturel. Ces programmes incluent les familles d'accueil et les établissements spécialisés, les programmes de vie autonome, et les programmes de prise en charge similaires assurés par les organismes de services aux enfants et familles autochtones.

Enfants et jeunes ayant besoin d'adaptations

Le budget 2025 prévoit encore 172 millions \$ sur trois ans pour les enfants et les jeunes ayant un diagnostic d'autisme et les familles recevant des prestations médicales pour des enfants ayant une incapacité grave ou des besoins médicaux complexes. Les nouveaux fonds permettront d'offrir des adaptations à 2700 enfants de plus, pour un total estimé de près de 30 400 enfants et jeunes en 2025-2026.

Prestations d'aide sociale ou d'invalidité et aide pour besoins spéciaux

Pour couvrir la demande accrue de prestations d'aide sociale, d'invalidité et d'aide pour besoins spéciaux, le budget prévoit 1,6 milliard \$ de plus sur trois ans. Environ 253 000 personnes reçoivent des prestations, y compris des prestations financières, des allocations de transport et des aides en cas de crise, ainsi que de l'accompagnement psychologique et des services de soutien à la santé.

Community Living BC

Le budget 2025 prévoit 380 millions \$ de plus sur trois ans pour permettre à Community Living BC de répondre à la demande croissante. Community Living BC vient en aide à plus de 29 000 adultes ayant des déficiences développementales.

Renseignements

Ministère des Finances
Relations avec les médias
236 969-0744

DOCUMENT D'INFORMATION

Une économie britanno-colombienne robuste et diversifiée

Le budget 2025 est un plan « made in BC » destiné à stimuler la croissance et à protéger les bons emplois pour la population alors que le Canada est confronté à la menace de tarifs douaniers injustifiés de la part des États-Unis.

En attirant des investissements record et en appuyant la croissance et l'innovation du secteur privé, la Colombie-Britannique a construit pour son économie des assises solides malgré un climat mondial difficile.

Le gouvernement continue à faire des progrès sur les fonds déjà investis pour rationaliser la délivrance de permis d'exploitation des ressources naturelles afin de permettre la mise en œuvre plus rapide des projets prioritaires. Il a entre autres mis sur la voie rapide 18 grands projets de minéraux critiques et d'énergie totalisant environ 20 milliards \$.

Le budget 2025 fait avancer la Colombie-Britannique vers son but de développer une économie plus autosuffisante et plus diversifiée qui résistera à tous les coups, en investissant 172 millions \$ de plus sur la durée du plan financier pour faciliter le transport de personnes et de marchandises et financer de nouvelles mesures fiscales favorisant la croissance économique.

Encourager l'innovation et les investissements pour créer de bons emplois

En continuant sur la lancée d'une période pilote de trois ans prometteuse, le budget 2025 investit 30 millions \$ sur trois ans dans l'Integrated Marketplace Initiative, un programme qui met en contact les entreprises spécialisées dans les technologies avec des partenaires commerciaux pour leur permettre de tester leurs produits et services sur le terrain.

L'initiative aide les entreprises spécialisées dans les technologies à prendre de l'expansion, à percer de nouveaux marchés et à créer plus d'emplois et de débouchés intéressants ici chez nous. Les projets sont situés à des endroits critiques pour la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique, y compris dans des ports et des aéroports.

La Colombie-Britannique possède un pôle de technologies interactives dynamique et abrite des bureaux d'entreprises internationales à la pointe des jeux vidéo et de la réalité virtuelle. Pour stimuler la croissance de ce secteur, le budget 2025 porte le crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs de 17,5 % à 25 % et le rend permanent. Cela aidera les entreprises à attirer encore plus de talents dans leurs équipes et à briguer plus de contrats, renforçant ainsi un secteur robuste et durable.

De plus, le budget 2025 encourage l'investissement dans les petites entreprises de la Colombie-Britannique en augmentant le seuil d'investissement des particuliers donnant lieu au crédit d'impôt pour capital de risque des petites entreprises, et en augmentant temporairement de 15 millions \$ le budget du programme pour la période 2025 à 2027.

Promouvoir le contenu canadien et les productions faites en Colombie-Britannique

Le budget 2025 augmente les incitatifs pour le secteur cinématographique florissant de la Colombie-Britannique pour que les emplois bien payants dans le secteur du cinéma et de la télévision restent dans la province. Les crédits d'impôt pour production cinématographique et télévisuelle de la

Colombie-Britannique, qui stimulent le contenu canadien, passent de 35 % à 40 %, et ce rétroactivement au 1^{er} janvier 2025. Pour attirer des projets étrangers en Colombie-Britannique, le crédit d'impôt pour services de production passe de 28 % à 36 %. Les projets qui ont investi plus de 200 millions \$ de leurs coûts de production en Colombie-Britannique peuvent y ajouter un nouveau crédit d'impôt pour productions importantes de 2 %.

Le budget 2025 modifie aussi les règles pour les productions de studios d'animation implantés dans une région ou un lieu éloigné : celles-ci pourront désormais demander le crédit d'impôt régional pour lieu éloigné si elles reçoivent le crédit d'impôt pour production cinématographique et télévisuelle de la Colombie-Britannique ou le crédit d'impôt pour services de production et répondent à certains autres critères d'admissibilité.

Faciliter le transport de marchandises et de personnes par la modernisation des infrastructures

Des infrastructures de transport fiables sont essentielles pour préserver le lien social, renforcer les chaînes d'approvisionnement et amener efficacement les produits britanno-colombiens au marché.

Le budget 2025 investit 142 millions \$ sur trois ans en travaux de voirie et services de transport en commun essentiels pour assurer la sécurité et l'efficacité du transport de marchandises et de personnes. Il s'agit notamment de :

- 95 millions \$ en fonds supplémentaires pour l'entretien essentiel de routes et de ponts aux quatre coins de la province ;
- 47 millions \$ dans BC Transit pour assurer des services d'autobus et d'autobus adaptés (handyDART) dans 130 collectivités en dehors du Lower Mainland.

Le budget 2025 prévoit également 15,9 milliards \$ en dépenses en capital au cours des trois prochaines années pour améliorer les réseaux de transport dans toute la Colombie-Britannique. Quelques exemples de projets approuvés :

- 6 milliards \$ pour le projet SkyTrain de Surrey à Langley ;
- 5 milliards \$ pour deux des phases du programme d'amélioration du corridor de l'autoroute 1 dans la vallée du Fraser ;
- 4,2 milliards \$ pour un tunnel immergé à huit voies remplaçant le tunnel George-Massey de l'autoroute 99.
- 3 milliards \$ pour le projet de métro Broadway ;
- 1,2 milliard \$ pour la modernisation de plusieurs sections de l'autoroute 1 entre Kamloops et Golden ;
- 538 millions \$ pour deux projets destinés à restaurer l'accès à des infrastructures routières essentielles endommagées par des glissements de terrain dans la région du Cariboo.

Renseignements

Ministère des Finances
Relations avec les médias
236 969-0744

DOCUMENT D'INFORMATION

Aide aux coûts et logement abordable

La Colombie-Britannique est un endroit où il fait bon vivre, mais les coûts élevés font en sorte que de nombreuses personnes ont du mal à trouver un logement abordable. Depuis 2017, le gouvernement provincial a accordé la priorité à l'aide au coût de la vie, notamment par des réductions et des rabais sur les frais de l'assurance automobile (ICBC), l'abolition des primes du régime de services médicaux (MSP), l'expansion des programmes d'alimentation scolaire, la lutte contre la spéculation immobilière, la construction de logements abordables et des aides financières comme la prestation familiale de la Colombie-Britannique. Le budget 2025 s'appuie sur les mesures d'abordabilité du gouvernement. Il prévoit 1,1 milliard \$ sur quatre ans à compter de 2024-2025 pour s'attaquer au problème de l'accessibilité au logement et consentir un rabais ponctuel sur les tarifs d'ICBC.

BC Builds

Introduit en 2024 avec un financement initial de 198 millions \$ sur trois ans, BC Builds est un programme visant à accélérer la construction de nouveaux logements pour les personnes à revenus moyens en Colombie-Britannique. Six projets sont en cours de construction, et onze autres seront mis en chantier en 2025-2026. Cela se traduira par près de 1400 logements locatifs pour les personnes à revenus moyens sur les territoires, entre autres, de la Nation Cowichan/Duncan, des Premières Nations de Lake Babine et de Tsawout et des villes d'Abbotsford, de Fernie, de Gibsons, de North Vancouver, de Prince Rupert et de Whistler.

Le budget 2025 poursuit sur la même lancée avec un investissement supplémentaire de 318 millions \$ sur trois ans dans le programme BC Builds. Le nouveau financement permettra de construire plus de logements et contribuera à la réalisation de l'objectif du gouvernement provincial de créer des milliers de logements locatifs de plus pour les personnes à revenus moyens.

Taxe sur la spéculation et les logements vacants

Pour mettre davantage de logements à la disposition des gens et faire en sorte que les biens résidentiels servent réellement de résidences et non d'investissements, le budget 2025 prévoit une hausse des taux de la taxe sur la spéculation et les logements vacants. Le taux pour les propriétaires étrangers et ceux dont les revenus sont imposés pour la plupart ailleurs qu'au Canada passe de 2 % à 3 % de la valeur du bien. Pour les citoyens canadiens et les résidents permanents, le taux passe de 0,5 % à 1 %.

La hausse des taux, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026, devrait générer des revenus supplémentaires estimés à 47 millions \$ pour 2027-2028. Ces fonds seront réinvestis dans le logement dans les 59 régions où s'applique la taxe.

Il s'agit d'une mesure supplémentaire qui s'ajoute à la taxe sur la revente à court terme des biens résidentiels et à la taxe pour les acheteurs étrangers pour freiner la hausse des prix due à la spéculation.

Aide aux personnes âgées et aux familles à faible revenu

Le budget 2025 augmente les prestations d'aide au loyer, aidant ainsi un plus grand nombre de personnes âgées et de familles à faible revenu à se loger.

De nouveaux investissements prévus au budget 2025 augmentent les prestations mensuelles et doublent presque le nombre de familles de travailleurs à revenus modiques qui sont admissibles au programme d'aide au loyer RAP. Le relèvement du seuil de revenu, qui passe de 40 000 \$ à 60 000 \$, rend près de 6000 familles admissibles au programme, contre 3200 auparavant. La prestation moyenne reçue par les familles passera de 400 \$ à 700 \$ par mois.

Jusqu'à 1600 personnes âgées de plus bénéficieront du programme d'aide au logement pour les locataires âgés SAFER, le budget 2025 faisant passer le seuil de revenu de 37 240 \$ à 40 000 \$. La prestation moyenne versée aux personnes âgées passera de 261 \$ à 337 \$, soit une augmentation de 30 %.

Rabais d'ICBC

Afin d'aider les particuliers et les entreprises face aux dépenses élevées, le budget 2025 prévoit un rabais ponctuel de 110 \$. Ce rabais devrait générer des économies totales de 410 millions \$ pour les particuliers et entreprises titulaires de polices d'assurance automobile.

Crédit pour la taxe d'action sur le climat

Le crédit pour la taxe d'action sur le climat continuera d'aider les Britanno-Colombiens à faible revenu tant que la taxe sur les émissions carboniques nationale reste en place. Les recettes supplémentaires générées par l'augmentation imposée par le gouvernement fédéral ce 1^{er} avril 2025 continueront d'être reversées aux contribuables par l'intermédiaire du crédit fiscal. Le gouvernement provincial reste déterminé à éliminer cette taxe si le gouvernement fédéral abolit l'obligation de taxer les émissions carboniques pour l'ensemble du Canada.

Renseignements

Ministère des Finances

Les Relations avec les médias

236 969-0744

DOCUMENT D'INFORMATION

Des collectivités plus fortes et plus sûres

La sécurité et l'accès rapide à la justice sont un droit fondamental en Colombie-Britannique. Le budget 2025 investit encore 325 millions \$ sur trois ans pour loger les personnes vivant dans la rue et résoudre le problème des campements, pour répondre aux préoccupations du public quant aux vols, vols à l'étalage et autres infractions contre les biens, pour fournir plus de ressources aux forces de l'ordre dans leur lutte contre la criminalité, pour accroître les capacités du système juridique en vue de garantir un accès rapide à la justice et pour assurer le financement continu des programmes existants de sécurité publique.

Mettre fin aux campements et soutenir les populations les plus fragiles

Le budget 2025 prévoit 90 millions \$ supplémentaires pour financer l'expansion des programmes HEART (Homeless Encampment Action Response Team) et HEARTH (Homeless Encampment Action Response Temporary Housing) à d'autres collectivités.

En mettant en commun les efforts des administrations et des Premières Nations locales, des organismes à but non lucratif et des prestataires de soins de santé, ces programmes visent à faire entrer les personnes vivant dans la rue et dans les campements dans le réseau des services de soutien, à améliorer leur accès aux refuges et à leur offrir des options de logement pour qu'on puisse fermer les campements après avoir logé les occupants.

Depuis 2023, BC Housing s'est associée à 10 municipalités pour ouvrir 15 centres HEARTH à divers endroits de la province, pour un total de 611 places temporaires dans un logement supervisé ou un refuge. Ces centres sont situés à Abbotsford, Campbell River, Chilliwack, Duncan, Kamloops, Kelowna, Nanaimo, Prince George, Vancouver et Victoria.

Protéger les collectivités

Le budget 2025 prévoit de nouveaux investissements de 235 millions \$ dans le système de justice et les programmes de sécurité publique pour protéger les individus et les collectivités.

Une nouvelle allocation de 24 millions \$ aidera à améliorer l'accès à la justice en temps utile. Elle servira entre autres à augmenter la capacité de la Cour suprême de la Colombie-Britannique et à accroître la sécurité des locaux de la Cour provinciale situés au 222 Main St à Vancouver. Elle permettra aussi de continuer l'expansion des audiences de remise en liberté en virtuel, en améliorant ainsi l'accès à la justice et la sécurité publique.

Le budget 2025 prévoit aussi 15 millions \$ sur trois ans en nouveaux fonds pour financer l'aide aux victimes, aux proches immédiats et aux témoins, ainsi que 24 millions \$ pour financer le Service des coroners de la Colombie-Britannique et la surveillance électronique par le service correctionnel de la Colombie-Britannique (BC Corrections) et multiplier les inspections-incendie.

Fournir des ressources pour le maintien de l'ordre public et la formation de policiers

Un financement supplémentaire de 67 millions \$ sur trois ans sera investi dans des programmes de sécurité de proximité, y compris un nouveau programme pilote de sécurité publique et de lutte ciblée contre la criminalité (Community Safety and Targeted Enforcement Program) qui se concentrera sur le vol, le vol à l'étalage et les autres infractions contre les biens, et donnera ainsi à la police des outils pour s'attaquer au désordre public dans les centres-villes et les zones commerciales de toute la Colombie-Britannique.

La Province continue d'investir dans l'initiative de lutte contre la récidive violente (Repeat Violent Offending Intervention Initiative) et le programme d'enquêtes spéciales et de lutte ciblée contre la criminalité (Special Investigation and Targeted Enforcement Program). Ces programmes permettent de former des équipes composées de policiers, de procureurs et d'agents de probation qui coordonnent leurs efforts pour s'attaquer à la récidive violente.

Le budget 2025 alloue au Justice Institute of B.C. un nouveau financement qui lui donnera les moyens de former 288 policiers par année au lieu de 192.

Un montant de 104 millions \$ sur trois ans servira à financer des programmes des services de police, notamment le Programme des services de police des Premières Nations et des Inuit, et les augmentations de salaire négociées par les détachements de la GRC provinciaux. Il servira aussi à appuyer le programme national de caméras d'intervention lancé en 2024 pour améliorer la fiabilité et la transparence.

Renseignements

Ministère des Finances
Relations avec les médias
250 969-0744

DOCUMENT D'INFORMATION

Plan financier pour la période de 2025-26 à 2027-28

Le budget 2025 favorise la croissance économique de la Colombie-Britannique afin de créer la richesse nécessaire pour assurer les services et programmes sur lesquels comptent les citoyens tout en gérant avec prudence les deniers publics pour renforcer les assises financières de la province.

Le budget vise à consolider la situation financière du gouvernement provincial et fait les premiers pas vers l'établissement à long terme d'un équilibre afin que le gouvernement puisse répondre aux besoins changeants tout en protégeant les services et en développant l'économie de la Colombie-Britannique.

Pour s'assurer que les services de première ligne sont protégés et que les finances de la Colombie-Britannique sont gérées de manière responsable, le gouvernement provincial passe en revue tous les programmes existants pour s'assurer qu'ils demeurent utiles et efficaces, qu'ils permettent aux gens d'assumer leurs coûts et qu'ils contribuent à la croissance économique. Le gouvernement s'efforce d'optimiser l'utilisation des ressources administratives et opérationnelles en réduisant les dépenses discrétionnaires pour les déplacements, les contrats de services conseils et les dépenses de fonctionnement. De plus, il suspend l'embauche, exception faite des rôles essentiels à la prestation de services et de programmes. Ces mesures visent à économiser 300 millions \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, puis 600 millions \$ au cours de chacun des exercices 2026-2027 et 2027-2028.

Perspectives économiques

En l'absence de droits douaniers, la Colombie-Britannique devrait connaître une croissance économique modeste, avec une augmentation du PIB réel prévue à 1,8 % en 2025 et à 1,9 % en 2026, attribuable au ralentissement de l'immigration et à la persistance de l'incertitude commerciale alors que l'inflation tend à la baisse et que le secteur de la construction résidentielle maintient sa résilience. À moyen terme (2027-2029), la croissance économique devrait s'améliorer et s'établir en moyenne à 2,1 % par an, grâce à une hausse continue de l'emploi et des salaires, à une augmentation des dépenses de consommation et à une hausse des exportations soutenue par la production de gaz naturel liquéfié. La possibilité de barrières tarifaires avec les États-Unis pose un risque important pour les perspectives économiques.

Perspectives budgétaires

Le budget 2025 présente un déficit actualisé de 9,1 milliards \$ pour 2024-2025, soit 273 millions \$ de moins que les prévisions du point sur la situation économique et financière de l'automne 2024. Cette amélioration est principalement due à l'augmentation des recettes d'impôt sur le revenu des sociétés et du revenu net d'ICBC, et elle est partiellement compensée par des dépenses plus élevées, notamment au titre des interventions d'urgence et des soins de longue durée financés par pouvoir législatif.

Le budget 2025 prévoit une réduction des déficits pendant la durée du plan financier triennal, comme suit :

- 10,9 milliards \$ en 2025-2026
- 10,2 milliards \$ en 2026-2027
- 9,9 milliards \$ en 2027-2028

Perspectives d'évolution des recettes

Les recettes totales du gouvernement devraient se situer à 84 milliards \$ en 2025-2026, à 85,7 milliards \$ en 2026-2027 et à 88,2 milliards \$ en 2027-2028. La croissance des recettes est principalement attribuable à l'augmentation des recettes fiscales liée à la récente croissance démographique et économique ainsi qu'à l'augmentation des recettes provenant du secteur des ressources naturelles. Les perspectives d'évolution des recettes tiennent compte de l'incertitude commerciale liée à la menace de barrières tarifaires américaines, conformément aux perspectives économiques.

Perspectives d'évolution des dépenses

Les dépenses publiques au cours du plan financier triennal devraient s'établir à 94,9 milliards \$ en 2025-2026, à 95,9 milliards \$ en 2026-2027 et à 98 milliards \$ en 2027-2028. Les investissements permettront de financer les programmes et les services sur lesquels comptent les citoyens, y compris les soins de santé, les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances, le logement, la sécurité publique, l'aide aux coûts de la vie et la construction d'une économie plus robuste.

Le budget 2025 comprend des allocations pour imprévus de 4 milliards \$ par année du plan financier pour aider à gérer les pressions sur les services essentiels et d'autres coûts incertains au moment de l'élaboration du budget, y compris les coûts d'un nouveau mandat de négociation collective et les coûts émergents, comme la réponse aux impacts tarifaires potentiels.

Investissements en capital

Le budget 2025 prévoit des dépenses en capital financées à même l'argent des contribuables de 45,9 milliards \$ sur trois ans, dont 15,9 milliards \$ pour renforcer les infrastructures de transport et de transport en commun, 15,5 milliards \$ pour financer les immobilisations dans les soins de santé et 4,6 milliards \$ pour construire, rénover et mettre aux normes antisismiques les écoles.

Le plan d'investissements en capital finance, directement ou indirectement, 180 000 emplois bien rémunérés sur trois ans aux quatre coins de la Colombie-Britannique.

Abordabilité de la dette

La dette absorbée par les contribuables de la Colombie-Britannique est prévue se chiffrer à environ 97,7 milliards \$ à la fin de 2024-2025, soit environ 9,1 milliards \$ de plus que prévu dans le budget de 2024. Cette hausse est attribuable à un solde d'ouverture plus élevé après 2023-2024, à l'augmentation du déficit et à des emprunts anticipés pour répondre aux besoins de financement au début de 2025-2026.

La dette absorbée par les contribuables devrait augmenter de 68,8 milliards \$ au cours du plan financier, alors que le gouvernement provincial continue d'investir dans le renforcement des services publics et la construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes, de ponts, de moyens de transport en commun et de logements.

Le ratio de la dette absorbée par le contribuable au PIB, un indicateur clé utilisé par les agences de notation, est prévu se chiffrer à 26,7 % en 2025-2026, à 30,9 % en 2026-2027 et à 34,4 % en 2027-2028. Le ratio de la dette au PIB en Colombie-Britannique demeure l'un des plus bas au Canada et se situe actuellement en dessous de celui de la plupart des provinces, y compris l'Ontario et le Québec. Le coût du service de la dette demeure relativement faible par rapport à d'autres administrations.

Les budgets successifs mettront l'accent sur l'aplatissement du ratio dette-PIB au fil du temps, ce qui permettra à la Colombie-Britannique de conserver l'un des ratios les plus bas par rapport aux autres provinces.

Renseignements

Ministère des Finances
Relations avec les médias
236 969-0744